

tings, des pétitions, des ordres du jour... Mais la moindre organisation internationale d'un boycott (qui serait particulièrement efficace en période d'agression colonialiste comme celle de l'Italie) aurait une autre portée que les meetings ou les manifestations oratoires. Au moment où les diplomaties se demandent à quelle sauce il est possible d'accommoder le partage de l'Ethiopie pour que la S.D.N. puisse éviter la mort, l'Italie continue à développer ses commandes de minerai et de charbon au pays de Galles, de chaussures en Ecosse, de viande en Hongrie, de bois en Autriche, de seigle en Russie, de nickel en France, d'étain en Allemagne, de citrons en Californie, etc. Cependant l'armée prolétarienne internationale existe, sur les trains, sur les camions, sur les paquebots, dans les mines, dans les banques, dans les ports, dans les usines. Mais il lui manque *un état-major révolutionnaire, une stratégie révolutionnaire*. Au lieu de se consacrer, de toute urgence, à cette tâche nécessaire, nos quatre camarades semblent admettre, par la nature même de leur travail, ou bien qu'elle est *impossible*, ou bien qu'elle est *inutile*. Ils se placent dans le cadre des réalités capitalistes. « *L'Allemagne hitlérienne* attaque, la France démocratique et « pacifique » riposte, et pour assurer la défense de l'URSS, il faut soutenir « la guerre engagée contre l'Allemagne hitlérienne ». Ainsi toute l'action spécifique du prolétariat se limite, à leurs yeux, au soutien d'une bourgeoisie « moins dangereuse » qu'une autre ?

Nous croyons reconnaître les traits fondamentaux de cette tactique : c'est celle qui a été condamnée par la SFIO en politique intérieure. Va-t-elle reparaitre en politique extérieure ? Non ! Nous nous en tenons, quant à nous, à la règle de conduite, excellente dans tous les domaines, que nous défendions avec

la Bataille Socialiste dès 1927 au Congrès de Lyon. « *Il n'est pas possible de solidariser, même pour une période limitée la politique de classe du Parti socialiste avec l'ensemble d'une politique bourgeoise même de gauche* ».

III.

LE DEUXIEME POSTULAT

« *Il faut défendre l'URSS* ».

Nous sommes tout à fait d'accord.

Mais pas sur les moyens à employer !

Défendre l'URSS *par la guerre*, en soutenant notre impérialisme, c'est courir le risque terrible d'un effondrement général du mouvement ouvrier pendant de nombreuses années ; c'est livrer aux Etats-majors capitalistes et contre-révolutionnaires le sort des peuples ; c'est risquer de renforcer soit le fascisme en cas de défaite, soit le militarisme en cas de victoire.

Pour nous, la véritable défense de l'URSS a pour moyen, non pas la guerre, mais la révolution en Europe occidentale. Elle doit dégager le premier Etat prolétarien de la pression capitaliste croissante qui l'a amené à contracter avec les gouvernements bourgeois. La courbe des relations extérieures de l'URSS avec les pays capitalistes est peut-être le signe d'une évolution inquiétante du rapport des forces. Seule, une reprise du mouvement révolutionnaire en Europe peut donner à l'URSS le temps, les moyens d'action, les liaisons économiques, les points d'appui politiques qui lui permettraient de se libérer de certaines servitudes très discordantes avec les farouches déclarations d'indé-